



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat
général**

POLITIQUE EXTÉRIEURE AGRICOLE

(Direction des relations économiques extérieures, 1969-1993)

Répertoire numérique détaillé

établi par Christophe LOY

1ère édition électronique

Centre des archives économiques et financières
Savigny-le-Temple

2024

Cet instrument de recherche a été rédigé avec un logiciel de traitement de texte.
Il est en français.
Conforme à la norme ISAD(G) et aux règles d'application de la DTD EAD
(version 2002).

Sommaire

Aide alimentaire et aide au développement.....	7
Céréales.....	9
Réforme et mise en œuvre de la Politique agricole commune européenne.....	10
Relations économiques et commerciales.....	11

Référence

B-0075586/1 - B-0075604/3

Niveau de description

Dossier

Intitulé

Politique extérieure agricole.

Dates extrêmes

1969-1993

Noms des principaux producteurs

Direction des relations économiques extérieures (DREE), bureau 4B (Politique extérieure agricole).

Importance matérielle

19 boîtes, soit 2,28 mètres linéaires.

Langue des documents

Français

Institution responsable de l'accès intellectuel

Service des archives économiques et financières

Localisation physique

Savigny-le-Temple (77)

Conditions d'accès

Communicabilité selon les articles L.213-1 à L.213-6 du Code du patrimoine.

Conditions d'utilisation

La reproduction de ces documents est soumise au règlement intérieur de la salle de lecture du Service des archives économiques et financières.

Modalités d'entrée

Versement du 23/07/1997 portant la référence PH 259/97.

Historique du producteur

En 1887, le ministère du commerce et de l'industrie crée en son sein une direction du commerce extérieur, dotée d'attributions relatives au mouvement général du commerce et de la navigation (décret du 11 avril 1887). À l'issue de la Première Guerre mondiale, le ministère la remplace par la direction des accords commerciaux et de l'information économique (décret du 13 mars 1920) qui élargit ses compétences à la réglementation et à la gestion des échanges internationaux de la France. Cette direction reprend la dénomination de direction du commerce extérieur (décret du 1er septembre 1939), avant d'être intégrée au ministère des finances (loi du 30 août 1940), avec un office du commerce extérieur en "service annexe" (loi du 6 août 1940). À la fin de la Seconde Guerre mondiale, la direction du commerce extérieur subit une double transformation : elle est rattachée au ministère de l'économie nationale et refondée en une direction des relations économiques extérieures (DREE), qui regroupe en outre un certain nombre de structures administratives (ordonnance du 23 novembre 1944) : le

service central des licences d'importation et d'exportation, dont les attributions recourent celles de l'ancien Office du commerce extérieur, s'agissant du contrôle de régularité des licences et de la délivrance de visas sur les titres correspondants. Par la suite, ce service sera rattaché à la direction générale des douanes et des droits indirects (décret du 29 mars 1966) ; le service de l'expansion commerciale, devenu en 1945 réseau de l'expansion économique à l'étranger. Il se compose de conseillers et d'attachés commerciaux (loi du 25 août 1919), personnels exerçant leurs fonctions auprès d'une mission diplomatique ou d'un poste consulaire (décrets des 19 avril 1950 et 3 janvier 1980). Ces personnels sont réunis dans des "missions économiques" avec ceux des services financiers à l'étranger attachés à la direction du trésor (décret du 3 mai 2002). Parallèlement existe depuis 1898 un réseau des conseillers du commerce extérieur, constitué de dirigeants d'entreprise investis d'une mission de service public ; le service des importations et des exportations, organisme de contrôle créé au sein du ministère de la reconstitution industrielle à la fin de la Première Guerre mondiale, puis rattaché au ministère des finances (décret du 4 janvier 1920). Annexé à la direction du commerce extérieur par ordonnance du 22 juin 1944, il doit exercer un monopole des échanges en matière de commerce international avec droit de réquisition. Ses opérations commerciales sont gérées sur un compte spécial du Trésor (décret du 22 juin 1944) ; le service de l'assurance-crédit d'État, mis en place en 1928 au ministère du commerce et de l'industrie. La loi de nationalisation de la Banque de France du 2 décembre 1945 ayant autorisé le gouvernement "à provoquer la création d'établissements nouveaux spécialisés dans le crédit à l'exportation ou à l'importation", une société nationale, la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur (COFACE) est créée (décrets des 1er juin 1946 et 16 avril 1948). Son rôle est "d'assumer pour le compte de l'État la gestion du service public de l'assurance crédit" (décret du 25 avril 1964), après avis de la commission des garanties et du crédit au commerce extérieur (décret du 4 août 1949), qui doit être présidée par le directeur du Trésor lorsqu'elle attribue la garantie de l'État (décret du 18 mai 1992). De nouvelles missions sont attribuées à la DREE lors de la suppression de la direction des finances extérieures (décret du 1er juin 1965) : relations avec les importateurs et les exportateurs, mise en oeuvre des procédures de financement du commerce extérieur, coordination sur le plan international des procédures d'assurance crédit. La DREE est alors une direction à réseau qui gère son personnel et qui est organisée en trois pôles : les services centraux, les directions régionales du commerce extérieur (DRCE, décret du 6 septembre 1982) et les postes d'expansion économique (PEE). Elle doit coordonner l'action d'organismes dont elle assure la tutelle : la COFACE, privatisée en 1994, le Centre français du commerce extérieur (CFCE) chargé de l'information et de l'assistance aux exportateurs, la Banque française du commerce extérieur (BFCE) ou encore Ubifrance, l'Agence française pour le développement international des entreprises (décret du 30 janvier 2004). Le directeur de la DREE représente, avec celui du Trésor, le ministre de l'économie et des finances au conseil d'administration de l'Agence française pour les investissements internationaux (décrets des 21 novembre 2001 et 20 février 2002). Par un décret du 15 novembre 2004, elle est absorbée par la Direction générale d Trésor et de la politique économique (DGTPE).

Évaluation, tris et éliminations

Les doublons ont été éliminés.

Mode de classement

Classement thématique.

Présentation du contenu

Ce fonds est constitué, en premier lieu, de dossiers traitant principalement de l'aide alimentaire et de l'aide au développement apportées à de nombreux pays dans le monde par la France et l'Europe.

Un volet européen fait également partie de ce versement avec un éclairage sur la réforme de la politique agricole commune ainsi que sur des dossiers de contentieux.

Enfin, ces archives traitent également des coopérations mis en place sur des accords de crédits agro-alimentaires

Indexation

Commerce extérieur

Relations internationales

Relations européennes

Coopération

Aide au développement

B-0075586/1 – B-0075593/1, B-0075593/3 - B-0075596/1

Aide alimentaire et aide au développement.

1969-1990

B-0075586/1 - B-0075590/1

Dossiers classés par Pays.

1969-1990

B-0075586/1

Albanie (1989), Angola (1979-1985), Bangladesh (1974-1989), Belize (1986), Bénin (1981-1984), Bolivie (1982-1983), Botswana (1982-1983), Cambodge (1980-1988), Cap-Vert (1979-1988), Centrafrique (1983), Chine (1981-1984), Comores (1982-1989), Corne de l'Afrique (1980), Costa Rica (1981-1989), Djibouti (1983-1989), Dominique Grenade Maldives (1982-1984), Équateur (1983-1984), Éthiopie (1981-1990), Gambie (1980-1983), Ghana (1980-1987), Guatemala (1986-1987), Guinée (1980-1985), Guinée Bissau (1980-1989), Guinée Équatoriale (1981-1984), Guyana (1989-1990) : avis, notes, télégramme, télex, accord, correspondance (1974-1990).

1974-1990

B-0075587/1

Haïti (1980-1989), Haute-Volta (1981-1984), Honduras (1980-1989), Île Maurice (1970-1986), Inde (1976-1989), Indonésie (1969-1984), Jamaïque (1981-1986), Jordanie (1984), Kenya (1980-1985), Laos (1983-1984), Lesotho (1983-1984), Liban (1978-1985), Liberia (1980-1983), Madagascar (1980-1987), Malawi (1982-1983), Mali (1980-1990), Malte (1972-1984), Maroc (1971-1984), Mauritanie (1980-1989) : avis, notes, télégramme, télex, accord, correspondance (1969-1990).

1969-1990

B-0075588/1

Mozambique (1979-1989), Népal (1980-1989), Nicaragua (1980-1989), Niger (1973-1989), Nigeria (1984), Ouganda (1980), Pakistan (1970-1986), Paraguay (1983), Pérou (1980-1984), Rwanda (1977-1984), Saint-Dominique (1982-1985), Salvador (1981-1989), Sao Tomé-et-Principe (1976-1989), Sénégal (1971-1987), Seychelles (1977-1989), Sierra Leone (1984-1989) : avis, note d'information, télégramme, accord, correspondance (1970-1989).

1970-1989

B-0075589/1

Somalie (1976-1986), Soudan (1978-1988), Sri Lanka (1971-1984), Swaziland (1982-1984), Syrie (1981), Tanzanie (1980-1987), Tchad (1973-1988), Thaïlande (1982), Tunisie (1977-1989), Vietnam (1980-1989) : avis, note d'information, télégramme, accord, correspondance (1971-1989).

1971-1989

B-0075590/1

Yémen (1972-1988), Zaïre (1978-1989), Zambie (1979-1984), Zimbabwe (1980-1984) : avis, note d'information, télégramme, accord, correspondance (1972-1989). Dossier de l'United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees (UNRWA) : correspondance, télégramme, décision de la commission (1981-1983).

1972-1989

B-0075590/2

Programme bilatéral pour les États relevant du ministère de la Coopération : correspondance, tableaux, note (1979-1981). Répartition des parts communautaires et nationales : relevé des conclusions, notes, tableaux, télex, compte rendu (1975-1981). Engagements de dons de la France prévus par le système élargi de notification (SEN) : correspondance, formulaire 1A, descriptif (1974-1980).

1974-1981

B-0075590/3

Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR). - Projets de caractère multi-bilatéral proposés à un financement français : correspondance.

1983

B-0075590/4

Birmanie. - Étude de projets agricoles : correspondance, rapport.

1981

B-0075591/1

Réforme du règlement du conseil concernant la politique et la gestion de l'aide alimentaire (règlement-cadre), négociation : travaux préparatoires, notes, décisions, résultats des travaux du groupe «aide alimentaire», comptes rendus, tableau de synthèse, rapport du Parlement européen.

1974-1986

B-0075592/1

Programme d'aide alimentaire des États-Unis. - Public Law 480, affectation des aides : notes, texte officiel, tableaux récapitulatifs des aides.

1977-1984

B-0075592/2

Délégation interministérielle pour les questions de coopération et d'aide au développement (DICAD). - Activités, groupe de travail sur la sécurité alimentaire, procédure d'aide alimentaire triangulaire : comptes rendus de réunion, notes, télex, correspondance, annexe.

1973-1983

B-0075592/3

Réorientation de l'aide alimentaire française, étude : rapports, notes, correspondance, comptes rendus de réunion.

1979-1984

B-0075593/1

Communauté économique européenne (CEE). - Décisions arrêtées par la commission dans le cadre de l'aide alimentaire pour la période de 1988 à 1989 : décisions, correspondance, télex, notes de présentation, annexes.

1988-1990

B-0075593/3

Comité de l'aide au développement (CAD). - Préparation du mémorandum français sur l'aide publique au développement : correspondance, tableaux, télégramme, mémorandum (1983-1984).

1983-1984

B-0075596/1

Pays d'Afrique, Caraïbes et Pacifique (ACP). - Négociation de la future convention ACP et Communauté économique européenne (CEE) : comptes rendus, notes, fiches, correspondance, tableaux, projet de conclusions de la présidence.

1982-1984

B-0075594/1 – B-0075595/2, B-0075596/2 – B-0075596/3, B-0075602/1

Céréales.

1976-1990

B-0075594/1 - B-0075595/2

Contentieux avec la CEE.

1975-1988

B-0075594/1

Société Roquette frères. - Contentieux : correspondance, annexes, mémorandum, notes, télex, tableaux, fiches, brochure, assignation en justice, rapport.

1975-1983

B-007594/2

Contentieux avec la CEE et le GATT : correspondance, compte rendu, notes, accord, articles de presse, projet de mémoire, télex, recours.

1979-1988

B-0075594/3

Commerce international de céréales. - Relations avec la direction des relations économiques extérieures : correspondance, notes, télex, brochures.

1982-1984

B-0075595/1

Produits de substitution des céréales (PSC). - Étude : rapports du comité économique et social et de l'Office national interprofessionnel des céréales (ONIC), fiche, note d'information, notes, tableaux (1981-1988). Prime à l'incorporation des céréales dans l'alimentation animale : fiches, rapports, notes, tableaux, correspondance, règlement Communauté économique européenne (CEE), documentation sur les composants de l'alimentation animale (1975-1988)..

1975-1988

B-0075595/2

Union financière pour le développement de l'économie céréalière (UNIGRAINS). - Activité, budget de fonctionnement : décisions, brochure, notes, rapports (1977-1985) ; comité du fonds d'utilisation réglementée (FUR), situation financière : ordres du jour, fiches, notes, comptes rendus, procès-verbaux (1984).

1977-1985

B-0075596/2

Marchés à terme. - Étude sur les bourses de commerce américaines et la « Commodity Futures Trading Commission » (CFTC), organisme de contrôle : note, correspondance, rapport (1979-1984). Projet de loi marché à terme de marchandises : notes (1982). Étude sur l'avenir et le fonctionnement des marchés à terme : notes, comptes rendus, correspondance, rapports (1976-1980). Marchés de produits de base à Londres : note d'information (1980).

1976-1984

B-075596/3

Importations communautaires. - Secteur des protéagineux : notes, tableaux. Manioc et patates douces : correspondance.

1988

B-0075602/1

Conseil international du blé (CIB) et organisation internationale du sucre (OIS). - Fonctionnement, situation et transfert des sièges : correspondance, résumé, notes, rapports, télex, procès-verbaux de réunion, curriculum vitae, accord, protocole, télécopie (1988-1990).

1988-1990

B-0075597/1 – B-0075597/3, B-0075598/1 – B-007598/2, B-0075600/2 – B-0075601/1, B-0075603/2 - B-0075604/3

Réforme et mise en œuvre de la Politique agricole commune européenne.

1983-1992

B-0075597/1

Problèmes sanitaires. - Échanges intracommunautaires de viandes fraîches, réglementation : directives du conseil, certificat de salubrité, rapport (1972-1988). Importation d'animaux d'espèces bovine, porcine et viandes fraîches en provenance des pays tiers, réglementation : directives, note manuscrite (1974-1983). Éradication de maladies bovines et porcines, aides et réglementation : correspondance, directives, notes, décisions (1976-1990).

1972-1990

B-0075597/2

Comité de développement extérieur agro-alimentaire (CODEX-AGRO). - Fonctionnement : correspondance, bulletin international, notes, fiches, bilan d'activité, articles de presse, dossier de confidentialité des décisions, dossier sur le dispositif antérieur au CODEX-AGRO.

1981-1987

B-0075597/3

Réforme : travaux préparatoires.

1991-1993

B-0075598/1 – B-0075598/2, B-0075600/2 – B-0075601/1,

Contentieux.

B-0075598/1

Directive « abattoirs ». - Conflit entre la CEE et les États-Unis : correspondance, comptes rendus, notes, télex, fiches, pétition, articles de presse, journal officiel, directive.

1983-1988

B-0075598/2

Société Flechard. - Contentieux avec la CEE sur la vente de beurre à la Communauté des États indépendants (CEI) (Russie) : correspondance, fax, notes, télécopies, attestation, protocole.

1991-1992

B-0075600/2

Viandes bovines. - Contentieux entre la CEE et le Canada, restrictions quantitatives : notes, correspondance, télex, rapports, comptes rendus, conclusion du tribunal canadien, décision du conseil, articles de presse.

1979-1988

B-0075601/1

Problème des hormones. - Contentieux entre la Communauté économique européenne (CEE) et les États-Unis : notes, correspondance, compte rendu de réunion, rapport (1986-1989) ; article 9 de la Directive 85/649/CEE du 31 décembre 1985, procédure de recours : proposition de décision du conseil, notes, compte rendu, tableaux, télécopie, rapport, relevé de conclusions, correspondance (1985-1987) ; accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), comité des normes : rapports, compte rendu, dossier statistique, articles de presse, notes, tableaux, télex (1980-1987). Loi française, transcription de la directive en droit français : notes, comptes rendus, fiches, articles de presse, télex (1984-1987). Commerce franco-italien : notes, protocole télex (1987). Société Roussel UCLAF, mesures européennes

d'interdiction des anabolisants : correspondance (1986). Protocole d'accord franco-allemand relatif aux hormones : notes, télex, compte rendu,

1980-1989

B-0075603/2

Droit alimentaire. - Avant-projet de loi relatif à la modernisation du droit alimentaire : rapports, correspondance, notes, exposé des motifs, télécopie.

1987

B-0075604/1

Handicaps et clés de la compétitivité spécifiques aux industries alimentaires dans la perspective de 1993 : rapport, annexes.

1987

B-0075604/2

Marché intérieur des denrées alimentaires de la Communauté économique européenne. - Projet de mémorandum français : notes, fiches, relevé de conclusion, mémorandum de la délégation allemande, compte rendu de mission et de réunion, livre blanc, rapport, livre blanc bis.

1985-1988

B-0075604/3

Politique commerciale extérieure de la Communauté économique européenne. - Achèvement du marché unique : notes, fiches.

1987-1988

B-0075599/1 – B-0075600/1, B-0075602/2 - B-0075603/1

Relations économiques et commerciales.

1981-1993

B-0075599/1

Union des républiques socialistes soviétiques (URSS) puis Communauté des États indépendants (CEI). - Aide alimentaire et humanitaire : télex, fiches, projet de règlement et décision de la commission, notes, correspondance (1991-1993). Garantie de crédit, financement : notes, correspondance, télex, compte rendu, avis du Parlement européen (1990-1993). Secteur agro-alimentaire, bilan et réforme : correspondance, notes, liste des projets, accord (1989-1993). Don français et vente de viande à l'URSS : notes, correspondance, protocole financier (1990). Sommet européen de Rome, conseil Ecofin, situation en URSS et mise en œuvre des conclusions du conseil européen : notes, proposition (1990-1991).

1989-1993

B-0075600/1

URSS. - Échanges de lettres, négociations et bilan des échanges commerciaux : correspondance, projets d'accord-cadre, notes, télex, notes pour le ministre, comptes rendus, télégramme, fiche d'allocation de frais de mission.

1981-1990

B-0075602/2

République démocratique allemande (RDA). - Échanges avec la RDA, impact de l'intégration de l'Allemagne de l'Est dans la politique agricole commune (PAC) : comptes rendus de réunion, notes, télécopies, proposition de règlement du conseil, télex, rapports, correspondance.

1989-1991

B-0075603/1

Relations commerciales dans le secteur agro-alimentaire. - Dossiers par pays, Afrique du Sud (1987-1988), Australie (1984-1988), Chine (1986-1988), Corée du Sud (1985-1988), Hong-Kong (1987), Japon (1985-1988), Maroc (1985), Nouvelle Zélande (1985-

1988), Singapour (1980-1987), Taïwan (1988) : correspondance, notes, fiches (1980-1988).

1980-1988